

*Charlotte Mathiassen*

Le Tibet a été mis entièrement sous contrôle par la République Populaire de Chine après l'insurrection de la capitale de Lhasa le 10 Mars 1959. Elle a été suivie de la fuite du chef politique et spirituel, le 14<sup>e</sup> Dalaï Lama, et avec lui de milliers de Tibétains qui ont pris le chemin de l'exil. Les Tibétains ne se définissent pas eux-mêmes comme étant des « peuples autochtones », mais ils partagent nombre de points communs avec eux. Leurs droits sont sévèrement réduits et ils n'ont aucune possibilité d'intervention sur le gouvernement et l'avenir du Tibet. Les campagnes chinoises contre le Dalaï Lama et les restrictions croissantes sur leurs droits religieux ainsi que les politiques économiques de développement qui ont provoqué la perte de leurs terres et de leurs moyens de subsistance, ont provoqué de profonds ressentiments. Le Gouvernement chinois refuse de souscrire aux droits d'expression fondamentaux pour les Tibétains et à la liberté sur leur propre territoire. Les quelques 127000 Tibétains en exil représentent environ 3% de la population totale, estimée à 6 millions; la moitié vit sous l'étiquette d'habitants de la « Région Autonome du Tibet » (TAR), tandis que l'autre moitié habite les « régions autonomes orientales », réparties dans plusieurs provinces chinoises.

## **La transmission des pouvoirs par le Dalaï Lama**

Le 11 Mars, le 14<sup>e</sup> Dalaï Lama, exilé et âgé aujourd'hui de 76 ans, a transmis les pouvoirs temporels à un gouvernement démocratiquement élu. Sa Sainteté, comprenant le besoin de réformes démocratiques continues et la nécessité pour l'administration tibétaine de devenir autonome plutôt que de continuer à dépendre du système traditionnel du Conseil de Régence à la mort d'un Dalaï Lama, a annoncé que les amendements nécessaires à la Charte devraient se conformer à une structure démocratique dans laquelle le régime politique sortirait d'élections pour une durée spécifiée. Un nouveau Premier Ministre (Kalon Tripa), Lobsang Sangay, a pris ses fonctions le 8 août. Le Dalaï Lama conserve son rôle de chef spirituel des Tibétains.

## **Troubles et immolations par le feu au Tibet**

La transmission des pouvoirs politiques par le Dalaï Lama s'est effectuée au milieu des manifestations et des immolations par le feu dans l'Est du Tibet. Confrontés à des restrictions croissantes de leur liberté d'expression religieuse et d'autres droits, 13 moines et moniales ont choisi de rendre visible leur protestation en s'immolant par le feu. Huit d'entre eux sont morts de leurs blessures. Selon des rapports de la « Campagne Internationale pour le Tibet » (ICT)<sup>i</sup> et le Rapport Annuel sur les Droits Humains du « Centre Tibétain des Droits Humains et de la Démocratie » (TCHRD),<sup>ii</sup> les victimes comprennent un moine du monastère de Kirti à Ngapa, âgé de 17 ans, qui s'est immolé par le feu pour protester contre l'oppression chinoise. La situation a empiré après 2008 et a conduit, parmi d'autres conséquences, à un déclin considérable du nombre de moniales et de moines. Kirti a été entièrement bouclé à la suite de cet événement et les manifestations à Ngapa ont été réprimées très brutalement. Le 15 Août, un moine de 29 ans s'est immolé par le feu à son tour en réclamant la liberté pour le Tibet. Le 26 Septembre, deux moines de Ngapa âgés de 18 ans se sont immolés à la suite d'une manifestation pacifique dans le marché de la ville. Deux autres Tibétains sont morts de la

même manière le 7 Octobre. Le 17 Octobre, une moniale du monastère Mamae de Ngapa, âgée de 20 ans, s'est immolée à son tour. Le 1<sup>er</sup> Décembre, d'autres cas se sont répandus dans plusieurs autres régions du Tibet à la suite d'une immolation antérieure par un autre moine, à Lhasa même.

Le Gouvernement chinois a réagi en augmentant les restrictions, en fermant les monastères et en augmentant sa présence militaire dans les régions affectées. Le TCHRD (Tibetan Centre for Human Rights and Democracy) a conclu dans son Rapport Annuel que les immolations étaient le symptôme du désespoir des Tibétains. Le Gouvernement chinois refuse d'admettre sa responsabilité et continuer de violer et de transgresser les lois internationales de protection des droits humains. L'agitation au Tibet s'est poursuivie en 2011 et s'est répandue dans d'autres régions, y compris à Lhasa où, le 22 Juin, deux moines ont crié des slogans pour la liberté au Tibet. Ce fut la première manifestation à Lhasa depuis 2008, et la ville fut immédiatement mise sous contrôle policier. La manifestation s'est produite en dépit des mesures de sécurité rigoureuses, en particulier l'interdiction aux étrangers de visiter la Région Autonome du Tibet durant cette période. Les raisons n'en sont pas connues, bien qu'on pense qu'il y ait eu un lien avec la célébration du soixantième anniversaire de la « Libération Pacifique » du Tibet. En réponse à la gravité de la situation au Tibet, le Réseau International Tibétain<sup>iii</sup> a lancé la « Campagne internationale d'information et de soutien » pour le Tibet.

### **Les Tibétains n'ont aucun droit**

Le rapport annuel du THRC D fournit des informations sur l'état de la liberté religieuse, la censure, l'éducation et les droits d'expression dans la langue, la torture, l'augmentation des disparitions, le développement frauduleux, les destructions de l'environnement et les violations constantes des droits civils et politiques des Tibétains. Il estime à environ 830 les prisonniers politiques connus au Tibet : 403 seulement sont passés devant des cours légaux. 230 Tibétains ont été arrêtés et détenus dans l'année, ce qui montre un accroissement par rapport aux 188 détentions pour raisons politiques en 2010. Un jeune moine du monastère de Tsetang a été arrêté alors qu'il réclamait le relâchement de prisonniers politiques et qu'il mentionnait le cas de Phurbu Rinpoche, un Lama qui a été emprisonné pour huit ans et demie en Décembre 2009, à la suite d'une manifestation pacifique de 80 moniales de Pang Ri. Le Maître de la Discipline et Député du monastère de Beri à Kardze a entamé une manifestation solitaire avant d'être arrêté par la police. Trois jeunes moniales ont aussi manifesté à Kardzé avant d'être arrêtées. Une femme (laïque), a manifesté avant d'être à son tour battue par la police et emmenée vers une destination inconnue. Selon un rapport de ICT, le 15 Décembre, un jeune Tibétain a été battu à mort par la police à Labrang. La famille a reçu une compensation et un moine en exil qui connaissait la famille a déclaré qu'il s'agissait d'une reconnaissance implicite par les autorités du caractère anormal de cet incident. On a de sérieuses inquiétudes au sujet de deux moines emprisonnés à Labrang : l'un d'eux serait dans un état critique à la suite de tortures. Les officiers de la sécurité chinoise ont arrêté un jeune moine de Kirti qui ne se serait pas conformé aux diktats officiels. Depuis l'immolation du 16 Mars et les manifestations qui ont suivi, le monastère de Kirti a été la cible de mesures visant à apporter « ordre et stabilité ». Les moines qui défient les diktats officiels réclamant « la loyauté à la mère patrie » sont arrêtés pour être soumis à des « lavages de cerveau ». Dans un autre rapport non confirmé, il est mentionné que la situation des quelques 300 moines qui ont été arrêtés, dans le cadre de ce qui est devenu

la disparition la plus importante de Tibétains au cours d'un seul incident, demeure inconnue.

### **« Le Tibet à son apogée »**

Le Gouvernement chinois continue de proclamer que sa politique apporte développement et accroissement du niveau de vie au Tibet. Le 16 Janvier, l'organe officiel de presse Xinhua a annoncé que : « Le Tibet entrainé dans sa période de pleine expansion ». Par exemple, au cours des cinq dernières années, 300 000 familles avaient obtenu de nouvelles maisons et 185 000 autres familles devaient être déplacées dans de nouvelles demeures d'ici 2013, avec accès à l'eau potable et autres facilités. L'environnement a été protégé, le tourisme accru, les infrastructures améliorées et un ensemble de 2 661 officiels et professionnels venus de Chine ont travaillé au Tibet, apportant leur technologie et leurs expertises en aménagement. Les Tibétains, néanmoins, ont d'autres points de vue sur « la meilleure période pour le Tibet ». La Radio « Free Asia » a diffusé le 5 Avril la nouvelle concernant la répression par les forces de sécurité chinoises de la manifestation de masse des Tibétains au sujet des politiques de redéveloppement de leurs terres après le tremblement de terre de 2010. De nombreux manifestants ont été blessés ou mis en détention, selon des sources locales. Certains des protestataires ont vu leur propriété saisie et, bien qu'ils soient des résidents légitimes, ils ont vu leurs terres vendues au profit d'officiels locaux ou saisies pour des raisons non justifiées. Des champs ont été confisqués pour la construction de routes. Les propriétaires n'ont reçu aucune indemnité compensatoire.

La Chine continue aussi de sédentariser les nomades tibétains dans de nouveaux complexes résidentiels, souvent dans des régions isolées, en les privant de toute possibilité de poursuivre leurs modes de vie traditionnels. Ils ne peuvent garder leurs animaux et ils n'ont accès à aucune sorte d'emploi. Officiellement, il s'agit de drainer les Tibétains vers des vies urbaines. Selon un porte-parole de Human Rights Watch,<sup>iv</sup> le gouvernement cherche à contrôler les nomades. Il sait qu'ils ne sont pas obéissants envers la Chine et les considère comme des gêneurs pour l'exploitation chinoise des ressources tibétaines. La nomination d'un Secrétaire Tibétain du Parti à Lhassa a rétabli la convention d'un poste tibétain pour cette fonction, mais n'a impliqué aucune amélioration politique.

### **Les Tibétains du Népal toujours confrontés à des répressions**

La situation des réfugiés Tibétains au Népal est devenue de plus en plus difficile au cours des deux dernières années. ICT (International Campaign for Tibet) rapporte que le 13 Février, la police népalaise a interrompu les élections locales d'un leader politique tibétain. Cela s'est produit juste avant l'un des nombreux incidents qui se sont déroulés pour empêcher les Tibétains de voter.

Selon un rapport de ICT, le 24 Juin 2012, des Tibétains ont été détenus à Kathmandou pendant une veille aux chandelles destinée à démontrer leur solidarité avec des manifestants tibétains. Le gouvernement népalais mène une politique de détention préventive avant tous les anniversaires nationaux ou les visites d'officiels chinois mais, depuis 2008, le harcèlement de la police et les restrictions concernant les rassemblements tibétains n'ont cessé de s'accroître. Ces derniers faits se produisent dans un contexte de pression diplomatique accrue, où la Chine essaie de bloquer toute forme de protestation et érige des mesures bilatérales visant à se protéger d'activités

« anti-chinoises ». Une coopération accrue s'est développée entre les forces de sécurité chinoise et népalaise pour assurer des mesures côté népalais sur la protection des Tibétains qui transitent à travers le Népal, augmentant en réalité les craintes de rapatriements forcés. ICT a rapporté le 23 Novembre que la police népalaise avait remis de force aux autorités chinoises un jeune Tibétain qui tentait de s'échapper en Septembre. Le jeune homme est actuellement détenu au Tibet. Les nombreux Tibétains qui n'ont pas de papiers d'identité représentent aussi un sérieux souci. Le coordinateur américain spécialiste des questions tibétaines qui rendait visite à un Centre de Réfugiés en transit à Kathmandu en Février, a confirmé que les Tibétains restaient au centre des intérêts américains au Népal.<sup>v</sup>

---

<sup>i</sup> On peut lire les rapports variés de ICT cités dans cet article sur le website de l'organisation :

<http://www.savetib.org/>

<sup>ii</sup> *Human Rights Situation in Tibet – Annual Report 2011*, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy

<sup>iii</sup> Voir [www.Tibetnetwork.org](http://www.Tibetnetwork.org)

<sup>iv</sup> *Xinhua*, 16 Janvier 2011 : [http://new.xinhuanet.com/english2010/china/2011-01/16/c\\_13693\\_159.htm](http://new.xinhuanet.com/english2010/china/2011-01/16/c_13693_159.htm)

<sup>v</sup> 10 Mars 2011 <http://www.information.dk>

Pour plus d'informations, voir [www.tibetnetwork.org](http://www.tibetnetwork.org) et [www.savetib.org](http://www.savetib.org)

*Charlotte Mathiassen est une anthropologue sociale spécialiste de la culture et de société tibétaine. Elle a joué un rôle actif dans le réseau « Tibet support network » depuis 1989 et est Présidente de l'association « Free Tibet » au Danemark. Elle est employée par Birdlife Danemark dans le cadre d'un projet sur les forêts pluviales et le climat et réside à Copenhague.*

*Source : IWGIA, Indigenous World 2012.  
Traduction de l'anglais par le GITPA*